

'Europe's' war'¹:

La migration africaine et sa représentation dans les politiques européennes

Prof. Heaven Crawley
Centre for Migration Policy Research (CMPR)
Swansea University, Wales, Grande-Bretagne
h.crawley@swansea.ac.uk

Alors que je me prépare à écrire cet article, j'apprends par les informations que 48 migrants, pour la plupart d'origine irakienne, iranienne ou kurde, sont morts alors que le bateau sur lequel ils avaient embarqué en Indonésie a heurté les rochers de l'Île de Noël. Cette tragédie n'était pas la première du genre à toucher l'Australie, et elle ne sera certainement pas la dernière, mais elle a déclenché un débat politique et public à propos des 'boat people' et de leur rôle dans les récits anti-migration en Australie qui influent les processus de prises de positions politiques.

Une réception assez similaire domine le paysage européen.

Les histoires de migrants africains arrivant en Europe ont été un thème récurrent dans la presse européenne et dans les discours publics et politiques depuis la fin des années 1990, lorsque l'Europe a commencé à renforcer ses contrôles dans la région méditerranéenne. La fréquence de telles histoires s'est accrue au cours de l'année 2006, lorsque près de 32.000 migrants africains venus du Sénégal et de Mauritanie ont atteint les côtes des Îles Canaries dans de petites embarcations de bois (Ryan 2008). On estime à 6.000 le nombre des personnes mortes cette même année en risquant le voyage (Statewatch 2006). Les informations concernant les migrants africains (et d'autres) entrés sans papiers en Italie (Lampedusa), dans les territoires espagnols de Melilla et Ceuta et, plus récemment, à Malte, ainsi que des incidents plus singuliers, comme la tragédie des migrants d'Afrique de l'ouest restés cramponnés à un filet de pêche au thon tiré par un remorqueur maltais pendant trois jours, alors que les États européens débattaient la question de savoir qui prendrait la responsabilité de leur sauvetage et de leur accueil, ont soutenu l'intérêt public sur ce problème (Ryan 2008). En Grande-Bretagne, les efforts des migrants pour entrer via la

¹ Le titre de cette contribution est emprunté, en partie, à un article récemment paru dans le Nigerian Daily Independent www.independentngonline.com/DailyIndependent/Article.aspx?id=22331 (16 décembre 2010). L'article ébauche la 'bataille' européenne contre le flux d'immigrants illégaux venant d'Afrique en référence à l'inauguration du 'Migration Information and Management Centre' (CIGEM) de Bamako, en octobre 2008 ; ce centre propose d'informer et instruire les candidats à l'émigration sur les voies légales d'accès en Europe et constitue le 'premier centre d'immigration en dehors de l'Europe'.

France (en particulier ceux qui transitent par le camp de la Croix Rouge de Sangatte) ont entre-temps suscité les mêmes questions (Buchanan 2003). Comme le suggèrent Collyer et de Haas (2010), ce type d'immigration a captivé l'imagination du public, pas seulement parce qu'il y associe des images fortes et suggestives de jeunes Africains dans des bateaux ou escaladant des clôtures, et de cadavres échoués sur des plages européennes. Cela en est venu à dominer le débat public et politique sur l'immigration contemporaine en Europe et a conforter les politiques d'émigration européenne.

Cet article cherche à en comprendre les raisons.

L'Afrique dans l'imaginaire européen

Pour comprendre la réponse des politiques européennes face à l'immigration, il est important de réfléchir pour commencer à la manière dont l'Afrique est perçue dans l'imaginaire européen, et le rôle des médias dans ce processus. Bien que la couverture européenne des informations étrangères soit très restreinte, sporadique et souvent réduite au sport et au divertissement (Jarosz 1992 ; Horst 2008), les médias restent la source majeure de l'information sur les événements en Afrique pour la plupart des populations européennes – et parfois même la seule. Pour une large part cependant, les médias ne restituent pas une information objective ou neutre. Comme le suggère Myers (1996), elles reflètent et confortent à la fois des rapports de force inégaux par des images et des discours qui façonnent et catégorisent socialement les individus et les lieux. Dans la manière de présenter les sujets – et en en négligeant ou marginalisant d'autres – les médias orientent essentiellement notre interprétation et compréhension de l'information sur les événements retransmis. En d'autres mots, les médias fournissent le contexte dans lequel est établi un certain discours populaire sur l'« Afrique » dans l'imagination européenne. Tout ceci permet tour à tour de mettre en place et justifier certains types de politique d'intervention – en ce qui concerne l'immigration des Africains vers l'Europe également.

La métaphore la plus significative requise en allusion à l'Afrique contemporaine est peut-être celle du «Dark Continent / Continent noir» (Jarosz 1992). Le «Continent noir» se caractérise par une irrationalité primitive, une anarchie tribale, la guerre civile, l'instabilité politique, une corruption flagrante, l'incompétence de son leadership et son inaptitude à diriger, la faim, la famine et la misère, ajoutés à des maladies rampantes, telles que le SIDA notamment. L'Afrique est regardée comme une entité constituée d'individus non-civilisés et de païens qui témoignent d'un retard ou d'une infériorité aux plans culturel, intellectuel, politique et technique, et s'avèrent incapables de se gouverner eux-mêmes, ou du moins d'adopter les

principes démocratiques de gouvernance. L'instabilité politique endémique est présentée comme un paradigme de ce problème mais les causes sous-jacentes, souvent historiques de ces conflits ne sont pas débattues, et moins encore comprises. La métaphore du « Continent noir » reflète de manière cruciale certaines dualités - clarté/obscurité, civilisé/sauvage, instruit/inculte – dans lesquelles l'occident en général, et l'Europe en particulier, occupe invariablement une place avantageuse par rapport à « l'Autre ». Historiquement, la photographie a joué un rôle important dans ce processus d'« altérité »². Comme le suggère Myers (2001), les sujets retenus pour leurs illustrations par les photographes-voyageurs en particulier, dont beaucoup étaient des géographes, n'étaient pas sélectionnés au hasard, mais plutôt précisément pour illustrer cette « altérité » qui pouvait être fixée par l'appareil photos. Cela signifiait que les cultures étrangères n'avaient jamais fait l'objet que d'une documentation partielle qui laissait de côté le familier. Ce type de photographies a servi à la fois à créer la différence (altérité) entre « eux » et « nous », et à simplifier les entités et situations complexes pour la perception du public.

La prédominance de l'idée de « Continent noir » dans l'imaginaire européen se reflète dans l'importance de certains événements qui ont formé les récits contemporains politiques et publics de l'« Afrique ». Deux événements s'avèrent particulièrement significatifs à cet égard : le génocide rwandais de 1994 et la famine en Éthiopie en 1984-85. La littérature sur le génocide rwandais vu par les médias (Whittaker 1994 ; Thompson 2007) est de plus en plus abondante. Dans leur analyse comparative de la couverture médiatique des conflits au Rwanda et en Bosnie, Myers et al. (2006) relèvent que malgré des similitudes dans les causes sous-jacentes des conflits, les médias avaient choisi de couvrir l'information sur les deux guerres selon deux cadres d'approche différents³. Ils considèrent que la presse a déformé l'information sur le Rwanda pour l'adapter au cadre prévu, et que ce cadre repose presque entièrement sur des sources non-africaines qui présentent l'Afrique comme un univers de conflit 'tribal' hors du temps et des lieux. La terminologie requise pour décrire le conflit – caractérisée par des termes tels que 'sauvagerie', 'soif de sang', et 'orgie' de violence – reflète ce cadre. D'une manière similaire, Whittaker (1994) suggère que la couverture des événements au Rwanda s'est appuyée sur des attentes stéréotypées à propos des nations africaines et de leur population, spécialement celles de l'Afrique subsaharienne, et ce faisant non seulement n'a pas réussi à contester, mais a peut-être même encouragé les insuffisances de la réponse internationale au développement de la

² Les géographes ont joué un rôle important dans le processus d'« altérité », notamment par le biais de la National Geographic Society, et de son magazine qui a fait un grand usage de la photographie de voyage depuis la fin du 19^e siècle.

³ Bien que leur analyse porte sur les médias US, des représentations similaires du conflit dominent la presse européenne.

crise. Les correspondants ne disposent que de sources limitées, tombent dans le piège des stéréotypes établis, et manquent d'esprit critique face à l'inaction internationale⁴.

La pauvreté, la faim et la misère sont des thèmes constants qui occupent une grande place dans l'imaginaire européen de l'« Afrique », encore nourri ces dernières décennies par l'intérêt manifesté par des célébrités européennes (britanniques notamment). Le discours visuel du photo-journalisme a joué un rôle important dans la construction de la géographie imaginaire de l'Afrique, peut-être nulle part plus clairement qu'en ce qui concerne la famine (Clark 2004, 2009). Le résultat étant que les femmes, et surtout les enfants affamés continuent de dominer l'imaginaire européen quant à la question de l'identité africaine (Myers 2001, 527). Comme l'avance Manzo (2008), les images d'enfants peuvent être particulièrement frappantes, la même image (comme celle du 'bébé affamé', amplement critiquée, que l'on voit encore dans les appels d'aide à l'urgence) représentant fidèlement une valeur partagée comme principe d'humanité, alors qu'elle pose le problème de figurer une partie du monde comme infantile, impuissante et, finalement, inférieure. Clark (2004, 2009) considère que les représentations de la famine éthiopienne étaient des messages et des images médiatiques de « blancs » qui communiquent un message traumatisant (par les commentaires qui les accompagnent) de l'expérience du 'témoignage' de la famine africaine⁵. Ils négligent la voix africaine et ne fournissent aucune explication sur les facteurs temporaires complexes ou les précédents historiques des famines. On ne s'est que très peu soucié d'essayer d'expliquer les facteurs sous-jacents qui ont accéléré les débuts de la famine et le conflit armé, qui s'est soldé par un très grand nombre de migrations forcées. Comme le suggère Power (2005, 25), la bataille contre la faim "...est promue comme moralement juste, faisant appel au devoir et à la compassion, alors que « le pauvre » devient une « masse » homogène et indifférenciée qui se distingue par un retard assez fruste et pernicieux, rappelant profondément les préjugés raciaux coloniaux sur le tribalisme et la sauvagerie de l'« Autre ». En d'autres termes, les images de conflit et de famine réunis, quoi qu'empruntant des voies légèrement différentes, confortent les impressions dominantes et l'appréhension de l'Afrique et des Africains comme figurant une menace et restant inaptes à contrôler leur destinée.

Ces images de conflit et de famine renforcent la métaphore du « Continent noir » africain et contribuent à réduire l'Afrique (et les Africains) à une entité homogène unique (Jarosz 1992). Les images et les discours concernant des événements spécifiques sont souvent extrapolés

⁴ Ironiquement, en dépit de la prédominance du « sauvage » africain dans l'imaginaire européen, les conflits et les guerres civiles filtrent rarement dans la compréhension du public sur les causes de la migration forcée ou les raisons pour lesquelles les réfugiés viennent en Europe (Castles et al. 2003 ; Crawley 2006).

⁵ Clarke (2004, 2009) le démontre avec force à travers l'histoire du bébé Mekanik Philipos. Son compte-rendu illustre très clairement la voie selon laquelle certaines sortes d'images et de représentations satisfont les besoins des médias occidentaux et donnent une perception très particulière (et simpliste) d'événements et processus complexes.

à tout le continent comme une entité. Les contextes géographique et politique sont oblitérés, faisant de l'Afrique un continent hors du temps et de l'espace (Myers et al. 1996). Cela non seulement parce que les métaphores véhiculent des informations et des émotions, mais parce qu'elles confirment, légitiment et perpétuent les structures de domination et d'oppression à travers leur persistance et leur nombre dans divers discours :

« Cette métaphore identifie et assimile tout un continent à l'idée de l'« Autre », de manière telle qu'elle réaffirme la domination occidentale et suscite des valeurs hostiles et racistes à propos de l'Afrique et des Africains... [elle] homogénéise et nivelle les lieux et les individus, dénie l'actualité et les spécificités des processus sociaux et économiques qui transforment le continent, et empêche un examen nuancé des forces de l'impérialisme culturel et économique en œuvre en Afrique dans la relation à l'Europe et l'Amérique. Cette métaphore légitime ainsi le statu quo et perpétue les rapports d'inégalité des forces » (Jarosz 1992, 2)

Elle fournit aussi le contenu qui permet de mieux comprendre et démonter la représentation contemporaine de la migration africaine dans l'imaginaire public et politique de l'Europe.

L'« assaut » africain en Europe

De plus en plus de groupes de chercheurs analysent les modes de représentation de la migration africaine en Europe au cours des dernières années et la manière dont l'arrivée des 'boat people' africains en particulier a été utilisée comme un 'événement majeur' pour les législateurs, les politiques et le public en Europe (Ryan 2008). Bien que certains sujets d'informations ne soient pas nécessairement structurés comme des récits, la combinaison de nouveaux récits d'un événement peut induire une réception particulière (Horst 2008). Dans le cas de la migration africaine vers l'Europe, les médias et les discours politiques dominants véhiculent l'image apocalyptique d'un exode massif croissant d'Africains désespérés, fuyant la pauvreté et la guerre et tentant de gagner l'Europe (de Haas 2007, 2008). Cette image fait puissamment écho à l'imaginaire européen de l'Afrique en tant que « Continent noir ». Le point important ne porte cependant pas sur les raisons qui poussent ces gens à entreprendre le voyage parfois difficile et dangereux vers l'Europe, mais plutôt sur la menace potentielle – pour les ressources, les structures et l'identité – à laquelle cette migration est associée dans l'esprit des gens. Ceci se traduit très bien dans le langage employé à la fois par les médias et les politiques lorsqu'ils font référence à la migration africaine. En Espagne (et ailleurs), la presse parle de l'« assaut » des 'immigrants subsahariens' et use de métaphores telles que les 'vagues' et les 'avalanches' (Aierbe 2006). Le 'problème' de la migration africaine est présenté non seulement en regard des tendances actuelles, mais aussi en termes d'afflux

potentiel futur considérable vers l'Europe d'individus constituant une menace pour le mode de vie 'européen'⁶. L'Espagne (et par extension l'UE) voit l'Europe comme une forteresse assiégée qui doit être protégée contre le déferlement massif de vagues de pauvres gens (des Africains notamment). Cette idée d'une Europe effectivement en guerre se retrouve dans les discours politiques (Statewatch 2006)⁷.

Comme l'idée du « Continent noir », les représentations de la migration africaine contemporaine en Europe ont été définies selon des modes spécifiques et délibérés afin de refléter les conceptions dominantes des causes sous-jacentes de la migration et des motivations des migrants. Cette conception est partielle et sélective. Comme l'avance de Haas (2007, 2008), l'évidence empirique disponible sape la plupart des hypothèses dominantes actuelles. Le premier point, et le plus évident peut-être, qu'il convient de mentionner est que la proportion et la nature de la migration illégale de l'Afrique vers l'Europe sont systématiquement exagérées dans les médias et les discours politiques. La migration venant de l'Afrique subsaharienne vers l'Europe se maintient à un taux limité, malgré l'ample couverture médiatique et l'intérêt dont elle fait l'objet (de Haas 2007, 2008; Ryan 2008 ; Lessault et Beauchemin 2009). Bien que le nombre d'immigrants subsahariens ait considérablement augmenté dans les dernières décennies, il continue de représenter une petite proportion de l'immigration totale en Europe, tant en termes d'arrivées annuelles que de populations d'immigrants⁸. En outre, la migration illégale à travers la Méditerranée ne représente qu'une très petite part de toute la migration de l'Afrique vers l'Europe. La majorité des migrants vivant en Europe y est entrée par des voies légales en utilisant un document valide d'autorisation d'entrée, et ces migrants ne sont devenus des sans-papiers qu'après expiration de leur visa, ou après avoir dépassé la période de résidence octroyée (Ryan 2008 ; Andrijasevic 2009). Seuls 10% environ de tous les migrants sans-papiers en Italie sont entrés illégalement dans le pays par les frontières maritimes (Andrijasevic 2009).

En plus de cette exagération de l'accroissement des flux de migration irrégulière actuelle, les informations dominantes sur la migration exagèrent le *potentiel* d'un taux important d'afflux

⁶ La une d'un journal espagnol titrait que « les frontières espagnoles de l'Afrique ne sont pas à Ceuta ou Melilla, mais plutôt dans le désert où se trouvent des essaims de groupes islamistes, et des millions de ressortissants subsahariens qui arrivent à gagner l'Europe ». Un autre journal déclare que : « [le] problème africain est très sérieux : entre 200 et 300 millions d'individus seraient prêts à tout pour gagner l'Europe, même s'il leur faut sauter par dessus des clôtures comme cela a été le cas à Melilla, ou s'embarquer sur des canots pneumatiques » (Aierbe 2006). La source de ces chiffres n'était pas fournie.

⁷ Après l'arrivée de 1.500 migrants aux Îles Canaries en septembre 2006, la commission de justice européenne et le délégué aux affaires intérieures, Franco Frattini, ont établi une comparaison entre les expériences de l'Espagne et celle du Liban, récemment attaqué par l'armée israélienne (Statewatch 2006).

⁸ Selon les estimations de l'OMI en 2005, 4.6 millions d'Africains environ résidant dans l'UE seraient enregistrés. Une étude du 'Migration Policy Institute' a estimé que quelques 7 à 8 millions de migrants africains clandestins vivent dans l'UE, la plupart dans les régions du sud (Kohnert 2007). Les Africains de l'ouest constituent de loin la plus importante proportion des Africains sub-sahariens en Europe, pour la plupart venus du Ghana, du Niger et du Sénégal.

futur d'Africains vivant actuellement 'en transit' dans les pays des régions du Maghreb. Des commentaires tels que ceux tenus par le ministère italien de l'Intérieur en 2003, selon lesquels 1,5 jusqu'à 2,5 millions d'Africains attendraient en Libye de pouvoir passer illégalement vers l'Europe alimentent cette réception, de même que des déclarations récentes du leader libyen, le colonel Muammar Abu Minyar al-Gaddafi, selon lesquelles l'Union Européenne devra verser à la Libye 5 billions de dollars pour lui permettre de stopper l'« afflux d'Africains miséreux et incultes », faute de quoi l'Europe risquerait de « devenir noire »⁹. La réalité est que beaucoup d'Africains qui immigrent au Maghreb ne sont pas 'en transit' vers l'Europe du tout, mais y vivent de manière plus ou moins permanente (Collyer et de Haas 2010). La Libye, par exemple, est prioritairement un pays de destination plutôt que de transit, ce qui montre que la migration vers ce pays à partir de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne a été activement encouragée au cours de la dernière décennie (Hamood 2006 ; de Haas 2007 ; Andrijasevic 2009 ; Collyer et de Haas 2010)¹⁰. Bien qu'il soit difficile d'estimer le volume et les flux de migration, il est clair que contrairement aux idées reçues de la population, la migration en masse a lieu à *l'intérieur du continent*, avec de nombreux pays servant à la fois d'origine et de destination (Spaan et van Moppes 2006 ; de Haas 2007, 2008 ; Jaulin 2010).

⁹ Ces commentaires datent de la fin du mois d'août 2010. Environ un mois plus tard, la commission européenne a signé un accord avec la Libye concernant 'la gestion du flux de migration' et le 'contrôle des frontières', en échange d'une assistance financière d'un montant de 50 millions d'Euros jusqu'à 2013 (Amnesty International 2010). Cf. aussi : www.timesofmalta.com/articles/view/20101209/opinion/editorial

¹⁰ Comme l'explique Hamood (2006), la migration vers la Libye depuis les pays de l'Afrique sub-saharienne s'est accélérée dans les années 1990, résultat, en partie du moins, d'une série de politiques pro-africaines introduites en réponse à la marginalisation croissante de la Libye par l'Europe et d'autres pays arabes.

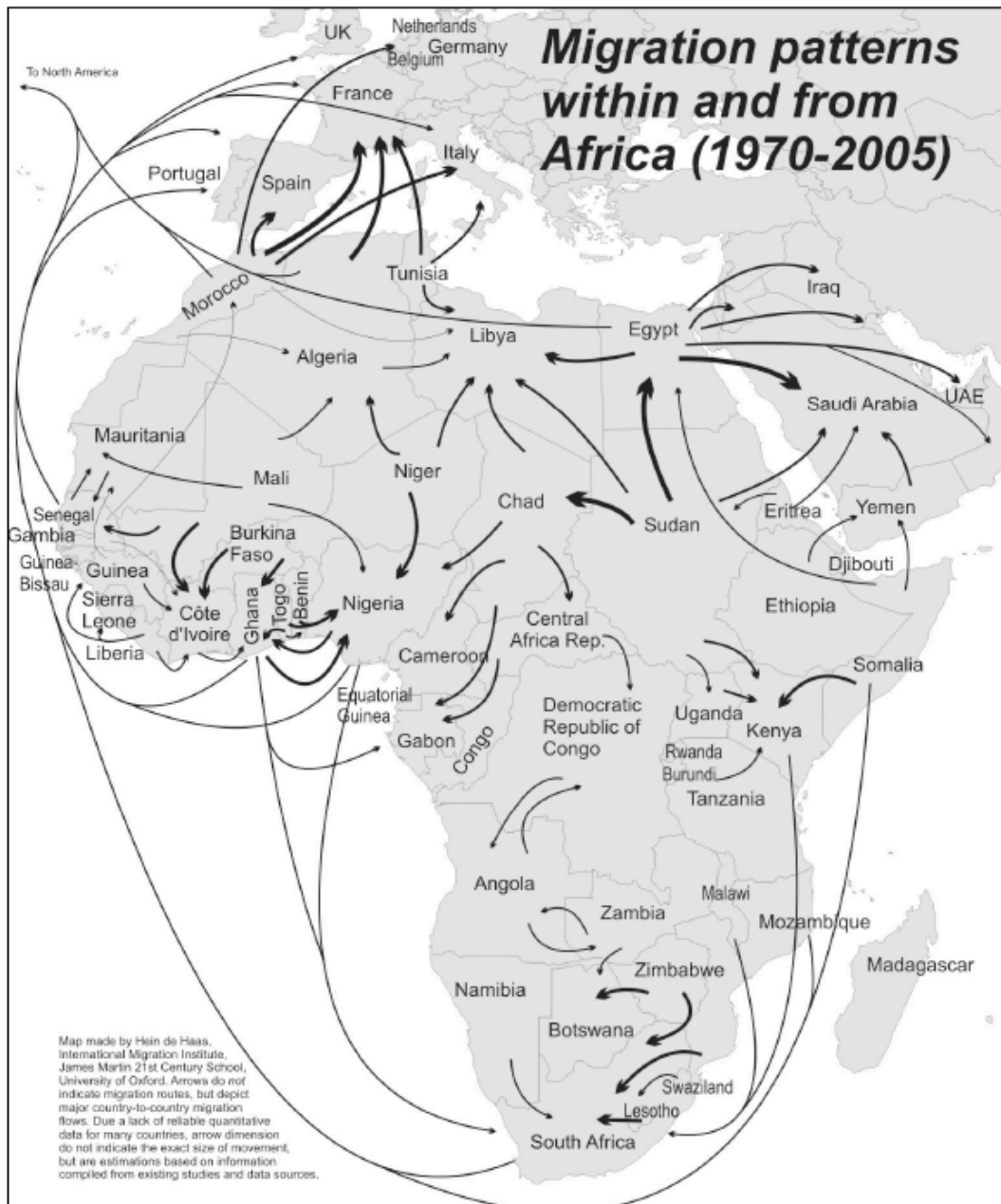


Schéma de la migration à l'intérieur et à partir de l'Afrique; Source: de Haas 2007, 7

Il ne s'agit pas ici de suggérer que la migration depuis la Libye vers l'Europe est insignifiante, mais plutôt de situer la migration à l'intérieur d'un large contexte. Le fléchissement économique en Libye, combiné aux demandes de mains-d'œuvre sans formation en Europe (conséquence du vieillissement de la population et de l'accroissement éducatif) a, au cours de la dernière décennie notamment, conduit certains de ces migrants à poursuivre le voyage de Libye vers l'Italie (de Haas 2007). De plus, il semble qu'un manque d'accès à la protection

des réfugiés¹¹, le racisme inhérent et largement documenté ajouté à une réaction majeure 'anti-immigrants' en Libye¹² et aux misérables conditions de travail, ont conduit certains migrants à continuer leur voyage vers l'Europe, même si ce n'était pas leur objectif au départ. Cela ne signifie aucunement que tous ceux qui vivent et travaillent actuellement en Libye ambitionnent de se rendre en Europe.

Enfin, il convient de parler des motivations et des aspirations des migrants eux-mêmes, ne serait-ce que parce que ces voix sont remarquables par leur absence. Les images de jeunes hommes en route vers l'Europe dans des petites embarcations confortent puissamment l'idée d'« altérité » du migrant africain. Ils sont présentés comme des victimes, des 'illégaux' et des objets à contrôler, et la solution du 'problème' est considérée en termes techniques et bureaucratiques (Horst 2007). Il n'est presque rien fait pour expliquer les raisons, les espoirs et les aspirations des migrants africains vers l'Europe. Il n'est accordé aucun, ou que très peu, d'intérêt aux conditions dans leurs pays d'origine qui les conduisent à la fuite. Le manque que constitue l'absence d'une agence pour assister les migrants est accusé par les récits sur les intermédiaires, contrebandiers et trafiquants qui les abusent en organisant le voyage vers l'Europe¹³. La migration peut être - ou même est - très différente cependant dans la perspective des Africains eux-mêmes (Ricco 2005). Bien que les 'migrants africains' soient représentés comme un groupe homogène, il existe des différences considérables entre les motivations, les expériences et les aspirations de ceux qui font le voyage vers l'Europe. Dans le cas des migrants pour motif économique, la décision de partir est généralement un choix de conscience qui concerne des individus et des ménages relativement aisés, désireux d'augmenter leurs moyens d'existence. Contrairement à l'image donnée par les médias, la plupart des migrants (incluant les réfugiés requérant une protection) ne comptent pas parmi les populations les plus pauvres dans leur propre pays. Le voyage clandestin s'élève à un montant allant de 5.000 à 35.000 \$ selon le réseau.

¹¹ Les réfugiés ne sont pas reconnus en Libye (Hamood 2006). Tous ceux qui résident en Libye sont considérés comme des migrants de type économique. Le résultat étant que UNHCR Tripoli ne peut accomplir sa fonction d'assurer la protection des réfugiés en Libye et n'a pas accès aux lieux d'internement. Les réfugiés peuvent être détenus, et la plupart le sont probablement, et renvoyés dans leur pays d'origine (le Soudan, la RDC, la Somalie et la Palestine), ce qui revient à un *refoulement*.

¹² Selon Amnesty International (2010), la Libye fait preuve d'un véritable racisme envers les Africains subsahariens qualifiés de 'blacks', d'« animaux » ou d'« esclaves ». Il n'existe pour ainsi dire aucune protection contre la violence raciste. Les autorités libyennes accusent souvent publiquement les 'Africains' de commettre des crimes et de propager des maladies.

¹³ Ryan (2008) donne l'exemple d'une célèbre agence de voyages sénégalaise qui propose plusieurs formules de voyage en Europe. Le site web mentionne « Ténériffe est la plus belle et la meilleure île pour le tourisme, avec de nombreuses plages appropriées à votre débarquement – dotées de douches, de salles de repos, de chaise longues etc. Ne pas être identifiable est la clé de votre succès ! Si la police fasciste européenne ignore votre nationalité, elle ne peut vous déporter... après un court séjour dans un centre d'accueil (où vous serez mieux nourri qu'au Sénégal), on vous fournira gratuitement des vêtements et le gîte, et on vous permettra même de passer un coup de téléphone, on vous délivrera probablement un billet GRATUIT pour un vol en Europe qui vous donne le droit à la résidence, voire à la citoyenneté » (in : Ryan 2008, 6). Les familles se cotisent pour réunir assez d'argent, dans l'espoir d'un bénéfice élevé en retour.

Beaucoup de ces migrants sont de petits entrepreneurs qui ont vendu leur affaire, ou des propriétaires terriens qui ont hypothéqué leur propriété pour financer le coûteux voyage. (Goldschmidt 2006).

Parallèlement, il existe une proportion de migrants pour qui la motivation première est la recherche de sécurité et de protection. Un sur cinq des migrants en Afrique sont des réfugiés (Kohnert 2007). Bien que quitter leur pays d'origine ne soit pas un choix, les réfugiés et les migrants pour motif économique voyagent fréquemment ensemble, et sont confrontés à plusieurs possibilités de destinations selon leurs ressources financières et sociales (Crawley 2010). Pour la plupart, les réfugiés et les migrants sont conscients des risques avant d'entreprendre le voyage, mais décident de continuer malgré tout, soit parce qu'ils ne voient pas d'autre alternative, soit en raison des bénéfices économiques et sociaux escomptés pour eux et leur familles.

'Eux' et 'nous' : les politiques européennes

La réponse des autorités politiques à l'« assaut » africain a été d'accroître sensiblement les mesures de sécurité et de contrôle, afin d'empêcher l'accès des migrants dans l'Union Européenne à partir de ses frontières dans l'est et dans le sud. Comme le dit Baldwin-Edwards (2006), la perspective eurocentriste de prévention de la migration venant d'Afrique se situe presque exclusivement dans le paradigme de la sécurité et ne prend en compte le rôle de la migration dans le processus de développement socio-économique que là où cela peut encourager les pays africains à coopérer avec l'agenda de contrôle des frontières de l'Europe. Ce tournant a été une conséquence presque inévitable de la volonté de créer une aire de liberté de mouvements entre les États membres de l'UE (Jaulin 2010). Il est à noter que parmi les développements politiques récents se sont trouvées des propositions pour développer des demandes d'asile dans les pays d'Afrique du Nord, une quantité d'accords de réadmission pour permettre le retour des migrants dans les pays dits de 'transit', des reconduites dans les pays d'origine et, plus récemment, le déploiement de patrouilles coordonnées par Frontex, l'agence des frontières de l'EU, pour la surveillance de la côte d'Afrique de l'ouest et le centre de la méditerranée. Pendant la rédaction de cet article, la Grèce a annoncé son intention de construire une clôture de 206 kilomètres le long de sa frontière avec la Turquie afin d'empêcher les migrants de gagner le territoire grec¹⁴.

¹⁴ Le 1^{er} janvier 2011, le ministre grec chargé de l'immigration, Christos Papoutsis, a annoncé : « La Grèce ne peut plus faire face. Nous envisageons de construire une clôture le long de la frontière pour stopper la migration clandestine ». Papoutsis n'a pas fourni de détails quant à la date prévue pour la construction de la clôture. Il dit qu'elle ressemblera au mur qui sépare les États-Unis du Mexique.
Voir www.worldbulletin.net/news_detail.php?id=68094

Les propositions de développement de demandes d'asile pour les immigrants potentiels en dehors des frontières de l'Europe ont initialement été avancées par le gouvernement britannique en 2003. Bien que ces propositions de la Grande-Bretagne aient été rejetées au niveau européen, un certain nombre de pays comme l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas ont continué de regarder vers l'Afrique pour trouver la solution au « problème de l'asile » (Crawley 2003, 2005). Mais l'augmentation des accords bilatéraux entre les pays européens et les pays africains, avec pour objectif explicite d'empêcher les migrants de gagner l'Europe et de renvoyer ceux qui y accèdent, est plus significative (Spaan et van Moppes 2006). Les plus remarquables de ces accords sont ceux conclus entre l'Italie et la Libye, visant l'immigration clandestine. Le gouvernement italien a équipé la Libye en formateurs et en équipement pour une assistance dans la surveillance des frontières et le management (avec des programmes d'entraînement de gardes-frontières et un soutien financier pour la construction de centres de rétention). Les deux pays ont en outre signé un accord de réadmission, autorisant l'Italie à renvoyer les migrants venant de Libye en échange de l'aide accordée - soutien financier et permis de travail (de Haas 2007, 2008). Les reconduites en masses depuis Lampedusa sont spécialement bien documentées (Baldwin-Edwards 2006 ; Hamood 2006 ; Andrijasevic 2009). Plus récemment, l'UE a aussi engagé un processus pour développer une coopération avec la Libye concernant les questions de migration (Paoletti et Pastore 2010)¹⁵. Ceci en dépit des inquiétudes croissantes concernant l'impact de l'assistance libyenne à l'UE et aux États-membres sur les droits humains des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants (Amnesty International 2010). Le Maroc subit également la pression de l'Espagne de prendre des mesures contre la migration irrégulière et de refouler les immigrants entrés illégalement en Espagne à partir de son territoire (Goldschmidt 2006).

La décision de la création de l'agence des frontières européennes Frontex est décrite par Garner (2007) comme un acte symbolique *par excellence* dans la démonstration de volonté de l'Europe de prendre des mesures collectives contre la migration africaine¹⁶. Frontex a été créée en 2004, et les équipes d'intervention rapide aux frontières, ou RABIT (Rapid Border Intervention Teams), y ont été ajoutées en 2007. Frontex a la tâche d'évaluer les menaces migratoires et la vulnérabilité des frontières et de coordonner la coopération opérationnelle entre les états-membres dans le management des frontières extérieures. La première agence a suscité l'attention du public en 2005 lorsque les gouvernements de l'UE ont

¹⁵ Des négociations pour définir le cadre de l'accord entre l'UE et la Libye ont officiellement été engagées les 12-13 novembre 2008. Elles visent à resserrer les relations entre la Communauté Européenne, ses États-membres et la Libye.

¹⁶ Pour plus d'informations sur Frontex, voir : www.frontex.europa.eu/

demandé à Frontex d'intervenir dans la coordination des patrouilles côtières multinationales, et d'œuvrer pour une assistance humanitaire et médicale auprès des migrants échoués sur les côtes. Depuis, Frontex a négocié des accords avec la Libye, la Mauritanie, le Maroc et le Sénégal qui ont autorisé l'agence à intercepter de nombreux bateaux dans les eaux contrôlées par ces pays (Brady 2008).

Parallèlement à l'introduction d'une série de mesures politiques visant à prévenir la migration africaine en Europe, des négociations entre les pays européens et africains ont eu lieu afin d'encourager ces derniers à renforcer les politiques et les pratiques aptes à restreindre la migration (en se référant au modèle de contrôles de frontières, de détention et d'expulsions européen) en échange de capitaux européens pour le développement. Parmi les plus notables, on mentionnera la conférence ministérielle de Rabat de juillet 2006 et le 'plan d'action' qui a suivi¹⁷. Comme le remarque Bakewell (2008), les discours sur la migration africaine vers l'Europe sont chargés de suppositions sur le rapport entre migration et développement, et ce qui est dans l'intérêt des individus et des pays. Il estime que les idées de développement qui soutiennent les interventions de développement à travers l'Afrique ont tendance à considérer la migration comme le symptôme de l'échec du développement. La migration continue d'être considérée comme un problème associé à la pauvreté et au sous-développement, plutôt qu'une part du processus de transformation structurelle (Bakewell 2006; de Haas 2007, 2008). Considérer la migration comme un problème de développement satisfait un modèle de développement qui maintient les pauvres 'en dehors', alors qu'en réalité, faciliter des taux supérieurs de migration en provenance des pays en développement vers l'Europe pourrait être un moyen plus efficace de réduire la pauvreté que le lancement d'un programme supplémentaire de développement en Afrique. Après tout, le développement des autres pays, ceux de l'Europe compris, s'est toujours accompagné de plus, et non moins, de migration. Noll (2006) est d'avis que l'objectif primaire du 'plan d'action' de Rabat n'est pas de promouvoir le développement (qui finirait par exiger une redistribution équitable des ressources entre l'Europe et l'Afrique), mais plutôt de contrôler les flux de migration. Il pense que ce plan repose sur un diagnostic erroné et ne réussira pas même dans ses propres termes, parce qu'il néglige de tenir compte des raisons qui conduisent les gens à

¹⁷ Cinquante-huit États européens et africains se sont rencontrés les 10 et 11 juillet 2006 à Rabat (Maroc) pour la Conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement. Ses conclusions sont formulées dans le 'plan d'action' de Rabat qui admet la coopération africaine dans l'aide à la réduction de la migration en échange d'une assistance de l'Europe pour le développement. Une part importante du plan est axée sur les mesures de répression : l'un de ses points est le renforcement total du contrôle des frontières par les forces de l'air, les forces navales et la police (Afrique comprise) ; un autre concerne les 'accords de ré-admission' entre les pays cibles, les pays de transit et ceux d'origine, afin de faciliter le retour des Africains sans papiers ; un troisième traite de la question d'une amélioration dans l'identification des migrants africains.

l'immigration, et en particulier de l'importance des versements. Bien que formellement, l'accord de Rabat parle d'un intérêt d'égalité et de partage pour l'Europe et l'Afrique dans le contrôle de la migration, les conditions de la relation sont loin d'être égales.

Des contrôles croissants aux frontières de l'Europe et dans les pays d'Afrique du Nord ont en tout cas eu un impact sur la nature de la migration et sur les expériences des migrants, mais l'efficacité à long terme de ces politiques dans la limitation de la migration est plus discutable. Les contrôles accrus ont conduit à une diversification des routes de la migration transsaharienne et des points de tentative de traversée maritime ayant pour résultat que les migrants essaient d'atteindre l'Europe par des voies plus longues et plus dangereuses, en particulier ceux qui traversent l'Atlantique de l'Afrique de l'ouest vers les Îles Canaries (de Haas 2007, 2008). Beaucoup de réfugiés et de migrants entreprennent cet interminable voyage en Europe en s'exposant à des situations périlleuses et risquent leur vie dans les diverses étapes (Hamood 2006 ; Crawley 2010)¹⁸. Selon Statewatch (2006), « C'est comme si la région frontalière de l'UE s'était déplacée vers le sud, jusqu'au Sénégal » entraînant un nombre croissant de morts, tant dans le désert qu'en mer¹⁹. On dispose de plus en plus de documentation sur les risques du voyage en Europe, en particulier via la Libye (Hamood 2006 ; Andrijasevic 2009 ; Collyer and de Haas 2010).

Il est aussi manifeste que ces politiques sapent l'accès à la protection des réfugiés parce qu'elles échouent à prendre en compte les flux dits 'mixtes' et le nombre considérable de réfugiés en demande de protection venant de régions en conflits ou sujets à des troubles politiques. Les réfugiés n'ont souvent guère d'autre choix que de fuir par des voies illégales, cependant que les migrants économiques cherchent à entrer dans des pays par le biais de demandes d'asile comme étant leurs seuls moyens de parvenir en Europe et d'y rester (Hamood 2006). Il y a une preuve flagrante de l'impact négatif des politiques de contrôle sur les réfugiés en demande de protection et sur les violations croissantes des droits des migrants et des réfugiés en Afrique du Nord (Andrijasevic 2009 ; Amnesty International 2010). Comme l'avance Andrijasevic (2009, 166), la violation du droit d'asile « est occultée par le scénario mis en avant par les politiciens et les médias de l'arrivée massive imminente de migrants sans papiers en provenance de Libye sur les côtes italiennes ». Elle allègue que l'application des schémas de rétention et retour, communément débattus en termes d'extériorisation de l'asile, ne relègue pas, de fait, les procédures d'asile en dehors des

¹⁸ Personne ne sait exactement combien d'individus sont morts dans le voyage de l'Afrique vers l'Europe, la plupart des morts restant sans doute non documentés et les corps des défunts non-identifiés (Hamood 2006)

¹⁹ Selon une récente revue de presse, ce sont au moins 14.921 personnes qui auraient trouvé la mort depuis 1988 le long des frontières de l'Europe, ceci n'étant que les cas documentés dans la presse. Voir : http://fortresseurope.blogspot.com/2006/02/immigrants-dead-at-frontiers-of-europe_16.html

frontières extérieures de l'UE, mais prive plutôt totalement les demandeurs d'asile de la possibilité d'accéder à ces procédures.

Cependant, en dépit d'un recul substantiel récent du nombre de migrants africains arrivant en Europe après avoir traversé la Méditerranée, résultat pour une large part des actions de Frontex, de nombreux analystes continuent de douter que le renforcement du contrôle des frontières extérieures de l'Europe puisse avoir des impacts significatifs à long terme sur le taux de la migration vers l'Europe. Des difficultés pratiques existent dans la prévention physique de la migration des Africains vers l'Europe : un renforcement du contrôle des frontières dans une zone conduit tout simplement presque invariablement les migrants à chercher d'autres voies d'accès. Et comme l'avance de Hass (2006, 2007), les pays d'Afrique et d'Europe réunis ont tout intérêt à autoriser une telle migration pour continuer de satisfaire les besoins de travail bon marché et bas salaires de migrants. Tout cela soulève la question très importante des raisons pour lesquelles l'Europe a engagé un processus de décisions politiques qui ne tiennent pas compte des réalités complexes des migrations Africaines, et qui sont presque entièrement axées sur la prévention de l'arrivée de migrants via les frontières européennes méridionales et orientales, même si ces migrants constituent une proportion infime - et en diminution - de l'ensemble des flux migratoires.

Au risque de simplifier à outrance les relations complexes entre l'Etat, les médias et le public dans le processus d'élaboration politique, les politiques européennes de migration semblent être principalement motivées par des questions de politique intérieure et d'identité nationale (Goldschmidt 2006). Les politiques migratoires se préoccupent beaucoup moins des migrations Africaines vers l'Europe que de la politique de l'Union Européenne elle-même. Comme le suggèrent Pickering (2001) et Horsti (2007, 2008), les politiques de migration se soucient plus de la stabilisation des relations de pouvoir existantes au sein de l'Europe que de résoudre la question de la migration et des circonstances qui créent les flux migratoires d'irréguliers ou de sans papiers. Comme en témoignent les images de migration dominantes dans les médias, dans les discours politiques et dans les stratégies pour lesquelles l'espace politique est ensuite créé, l'accent mis sur la migration irrégulière en provenance d'Afrique est souligné non parce qu'étant la forme la plus importante ou la plus significative de la migration, mais plutôt parce qu'elle sert un objectif politique particulier permettant à l'Europe de se penser comme une entité politique unique. L'accomplissement de ce processus implique la création simultanée d'un problème (« Eux ») et d'une solution (« Nous »). Les médias voient les événements du point de vue européen et ne montrent pas les migrants Africains en tant qu'acteurs faisant des choix rationnels. Au contraire, l'accent est mis sur l'image d'une frontière insidieusement violée entre l'Afrique et l'Europe. L'Union Européenne

et ses institutions (en particulier Frontex) sont présentées comme la solution politique. L'Europe est donc en mesure d'afficher une volonté collective d'« agir » à l'égard de la migration, même si cette action s'avère inefficace et extérieure aux tendances générales (Brady 2008). Cette action est présentée comme une tentative européenne commune. Dans ce sens, la protection est européanisée : les frontières européennes et leur contrôle sont une affaire européenne qui exige la coopération entre les différents pays. L'Europe se positionne en tant qu'agent actif et en tant que décideur fort d'une compétence technique.

Construire un scénario avec d'un côté « Eux » (les « Africains ») et de l'autre « Nous » (« les Européens »), permet aux politiciens, décideurs et citoyens européens de considérer qu'ils partagent des intérêts et des aspirations communes. Cela crée aussi un espace politique qui rend effectifs certains types de politiques qui pourraient en d'autres cas ne pas être considérés comme légitimes ou prioritaires. Ce point est également soulevé par Garner (2007) qui fait valoir que les frontières étant devenues de plus en plus poreuses, des groupes privilégiés tels que les ressortissants européens sont devenus, en regard de la migration en Europe, le symbole de la perte de contrôle de l'État. La réglementation et le contrôle des migrants permettent ainsi à l'État de renforcer sa détermination à agir comme un État-Nation souverain. Grâce à une surveillance policière accrue des frontières territoriales, on envoie le message à ceux qui résident sur le territoire (dans ce cas l'Europe), qu'il est de leur intérêt d'exercer ces contrôles. Dans ce contexte, et surtout en l'absence d'autres facteurs qui pourraient entraîner les Européens à adopter une convention d'identité collective (plutôt que nationale), les actions « symboliques » de contrôle aux frontières sont devenues de plus en plus importantes, indépendamment de leurs coûts et de leurs conséquences. Ce n'est peut-être jamais aussi clair que dans l'utilisation du terme d'« assaut » sur l'Europe. Comme le suggère Pickering (2001, 174) dans la « construction d'une guerre », les identités et les individualités ne sont pas pertinentes et sont exclues ; il y a simplement « notre côté » et le « leur ». Le discours de guerre favorise le besoin de réponses politiques qui repoussent tout ce qui est hostile ou menaçant. Les migrants en provenance d'Afrique remplissent commodément ce rôle par le prisme du « Continent noir ».

Les politiques de représentation : Où allons-nous?

Cet article laisse supposer que la réponse européenne à la migration africaine est le reflet d'une conception particulière du migrant africain regardé comme un intrus et comme une menace. Les politiques migratoires européennes sont basées sur la construction de catégories qui font de l'immigrant africain « l'Autre ». Cette construction est fortement induite

par l'imaginaire historique de l'Afrique en Europe, et en particulier par la métaphore du « Continent noir ». La motivation première de ce processus d'« altérité » est qu'il permet à l'Europe de se penser comme une entité collective dont les besoins et les intérêts doivent être protégés face aux autres. L'importance de cette réception dans la construction européenne est soulignée tant dans les discours populaires que politiques sur les migrants africains qui tentent de gagner l'Europe en traversant la Méditerranée, même si la plupart des Africains immigreront à l'intérieur du continent (et non à l'extérieur), et si la plupart de ceux qui émigrent vers l'Europe le font par des voies légales et non illégales. L'image selon laquelle tous les migrants subsahariens africains vivant en Afrique du Nord sont « en route pour l'Europe » joue également un rôle important dans les récits généralement admis, mais elle est également abusive. Les pays du Maghreb sont des destinations pour les travailleurs migrants dans leur propre droit (Collyer et de Haas 2010). De fait, c'est la non-reconnaissance des droits de ces migrants dans les pays du Maghreb, encouragée par l'Europe, qui pourrait être responsable de leur décision d'émigrer.

Les données présentées dans cet article soulèvent d'importantes questions sur le droit des migrants africains à entrer en Europe dans le but d'y travailler ou dans l'espoir d'obtenir une protection en vertu du droit d'asile international. Elles soulèvent également des questions importantes sur les catégories utilisées pour décrire et comprendre les migrations et ce que nous, universitaires, pourrions être en mesure de faire pour démentir la représentation (erronée) des processus qui sous-tendent les migrations, les expériences, les motivations et les aspirations des migrants eux-mêmes. L'une des questions essentielles est ici la façon dont les types de migrations et les migrants sont *catégorisés*. Ces catégories sont effectivement imposées par les décideurs politiques européens, - aidés et assistés d'universitaires et de politologues -, pour tenter d'expliquer la migration et en saisir la complexité. Comme le suggèrent Collyer et De Haas (2010), ces catégories sont invariablement politiques et peuvent devenir des instruments essentiels du pouvoir politique. Comme il a été indiqué précédemment, le terme de « migration transitoire », conçu par des universitaires afin de mieux comprendre les voies et les processus de migration, est devenu un instrument très utile pour les politiciens européens dans leur appréhension de la migration, et est employé pour décrire l'image d'un nombre croissant de gens pauvres qui se pressent aux bordures de l'Europe, prêts à se ruer massivement à la première occasion, bravant mers et rivières ou escaladant murs et clôtures. Par ailleurs, des catégories et des termes, en apparence établis et figés, peuvent être modifiés et adaptés pour répondre aux nouveaux agendas et politiques des pouvoirs en place. L'UE parle désormais par exemple

de « mobilité », plutôt que de migration, lorsqu'il est question des déplacements de ses propres citoyens, libres de se mouvoir à leur gré à l'intérieur des pays de la communauté.

Le problème des catégories est particulièrement manifeste lorsque l'on observe les expériences des migrants. Comme il a déjà été mentionné dans cet article, la circulation des personnes en provenance des pays de l'Afrique subsaharienne vers l'Europe est caractérisée par des flux migratoires mixtes, ce qui signifie que les réfugiés politiques et les migrants économiques empruntent les mêmes voies et les mêmes moyens pour atteindre leur destination. Et il existe d'importantes similitudes entre les différentes formes de migration, ce qui indique que la plupart de ces personnes se déplacent pour des raisons diverses connexes.

Les limites entre les différentes catégories de déplacés ont tendance à s'estomper, soit qu'elles s'inscrivent dans plusieurs catégories à la fois, soit qu'elles changent de statut d'une catégorie à l'autre (Hamood 2006; Ryan 2008 ; Jonsson 2009 ; Crawley 2010). Dans ce contexte, la pertinence de la dichotomie classique entre migrations forcées et volontaires dans les mouvements migratoires modernes est de plus en plus remise en question. Ce n'est pas seulement un problème de sémantique ou d'intérêt sociologique. Cela a des implications cruciales concernant la capacité des migrants à se déplacer entre les pays et les opportunités et possibilités qui leur sont offertes à leur arrivée (Collyer et De Haas 2010).

Bien que la subdivision en catégories soit un moyen efficace et nécessaire pour comprendre le monde, nous devrions peut-être prendre le temps de réfléchir sur le rôle des universitaires et des politologues européens dans la reproduction et le renforcement de catégories qui contribuent à faire du migrant africain l'«Autre » dans la recension publique et politique. Comme le soulignent Collyer et De Haas (2010), la plupart des nouvelles catégories conçues ces dernières années pour tenter de saisir la nature dynamique de la migration sont le reflet de débats politiques sur les questions de la migration conduits à *partir* de l'Europe. En d'autres termes, les nouveaux vocables et les nouvelles catégories créés pour expliquer et comprendre les migrations servent davantage aux politiciens et aux universitaires européens à traduire des réalités politiques qu'à comprendre les expériences des migrants eux-mêmes. On constate un manque de connaissances empiriques « africaines » sur la migration, et une grande partie de notre savoir eurocentriste existant repose plus sur des hypothèses (en partie auto-confortées) que sur des preuves empiriques solides. La plupart des recherches sur les migrations, y compris la migration africaine, est financée par des institutions occidentales et par des agences internationales avec leurs propres programmes de recherche. Comme l'indique Jonsson (2009), les programmes de recherche sont souvent le reflet de priorités politiques européennes.

Dans le même-temps, le danger persiste qu'en cherchant à minimiser la « menace » que représente le migrant africain, nous retombions dans les stéréotypes de la métaphore du « Continent noir » et dans les implications liées à ces hypothèses. Une particularité notable du travail des universitaires et des organismes d'action consiste à améliorer le sort des migrants, et en particulier celui des femmes et des enfants, en insistant sur leurs expériences de « victimes » de régimes et de pratiques barbares et tyranniques. Nombre de ces campagnes d'action, ainsi que les images qui leur sont associées, font puissamment écho aux images de la famine en Éthiopie déjà décrites dans cet article. Elles sont problématiques précisément pour les mêmes raisons : parce qu'elles négligent la voix de l'Afrique (souvent complexe et contestée) et recourent aux représentations coloniales raciales du tribalisme et de la sauvagerie de « l'Autre ». (Clark 2009).

Comment, dans l'état actuel des choses, créer l'espace nécessaire pour communiquer et faire entendre d'autres représentations de « l'expérience du migrant » ? Est-ce même possible ? Et, le cas échéant, quel pourrait-être le rôle des universitaires et des politologues dans ce processus ? Si l'« Autre » est le résultat d'une représentation, comment pourrait-on représenter les expériences complexes et variées des migrants africains du point de vue des connaissances universitaires, alors que ces connaissances ont elles-mêmes une part dans le processus d'« Altérité » ? De l'avis de Harindranath (2007), cette question est cruciale car elle concerne les politiques et les limites de la représentation – en particulier comment pouvons-nous connaître et représenter l'« Autre » ? À cela s'ajoutent la question de l'expérience et du rôle qu'elle joue dans la formation des consciences des masses, et les stratégies de représentation de cette expérience visant à rectifier les schémas dominants des individus et des groupes. Dans le cas de la migration, cette question devient plus cruciale encore, les représentations (erronées) de la migration en provenance d'Afrique résultant, comme il l'a été montré dans cet article, d'agendas politiques spécifiques.

Il est clair que nous devons trouver de nouvelles voies pour agir, *écouter* et représenter les expériences des migrants. C'est en partie une question de méthodologie. Nous devons trouver de nouvelles voies d'engagement pour aborder « l'expérience du migrant par le biais de méthodes novatrices qui nous affranchissent de la conception binaire et du challenge déterminé des modes de pensée dominants (O'Neill et Harindranath 2007). Mais il s'agit également d'être explicite quant à notre programme. Dans le contexte de la représentation (erronée) de la migration en provenance d'Afrique, ce programme est, et se doit d'être, profondément politique. Nous devons être plus conscients de notre rôle d'universitaires dans la production et la reproduction des scénarios politiques et programmatiques qui contribuent

à marginaliser et à exclure, et nous devons mettre à profit notre pouvoir relatif pour jouer le rôle de vecteur des expériences et de la connaissance des autres. Comme le suggèrent O'Neill et Harindranath (2007) il nous incombe la responsabilité de fournir d'autres scénarios et pratiques (une connaissance déterminée) qui pourraient alimenter les politiques publiques et finalement aider à réorienter l'axe dominant connaissances/pouvoir qui est celui de la gouvernance actuelle. Rendre aux individus leurs subjectivités et rappeler les vies et les expériences individuelles par le biais de la recherche peut-être une première étape importante dans ce processus.

Références

Aierbe, P.M. (2006) 'The 'assault' by 'sub-Saharan immigrants' in the media': première parution dans SOS Racismo's *'Informe Annual 2006: Sobre racism en el Estado español'*, traduit par Statewatch and available at www.statewatch.org/news/2006/jul/sos-migrants-media-peio-2006.pdf

Amnesty International (2010) *Seeking Sanctuary, Finding Fear: Refugees, Asylum Seekers and Migrants in Libya and Malta*, Londres : Amnesty International, www.amnesty.org/en/library/asset/REG01/004/2010/en/d0e71b60-71ec-4c4b-8b2f-d03a881b90f6/reg010042010en.pdf

Andrijasevic, R. (2009) 'DEPORTED: The right to asylum at EU's external border of Libya and Italy', *International Migration* 48(1), 148-74

Bakewell, O. (2008) "Keeping them in their place": the ambivalent relationship between development and migration in Africa', *Third World Quarterly* 29(7), 1341-1358

Baldwin-Edwards, M. (2006) "Between a rock and a hard place": North Africa as a region of emigration, immigration and transit migration', *Review of African Political Economy* 33(108), 311-324

Brady, H. (2008) *EU Migration Policy: An A-Z*, Centre for European Reform Briefing, www.cer.org.uk/pdf/briefing_813.pdf

Buchanan, S. (2003) *What's the Story: Sangatte: A case study of media coverage of asylum and refugee issues*, London: Article 19, www.article19.org/docimages/1695.pdf

Clark, D.J. (2009) *Representing the MAJORITY WORLD famine, photojournalism and the Changing Visual Economy*, thèse de doctorat, Durham University, disponible à Durham E-Theses Online <http://etheses.dur.ac.uk/136/>

Clark, D.J. (2004) 'The production of a contemporary famine image: the image economy, indigenous photographers and the case of Mekanik Philipos', *Journal of International Development* 16, 1-12

Collyer, M. and de Haas, H. (2010) 'Developing dynamic categorisations of transit migration', *Population, Place and Space*, article publié pour la première fois online : 22 oct. 2010

DOI: 10.1002/psp.635

Castles, S., Crawley, H. et Loughna, S (2003) *States of Conflict: Causes and Patterns of Forced Migration to the EU and Policy Responses*, Londres : IPPR, www.ippr.org.uk/publicationsandreports/publication.asp?id=192

Crawley, H. (2010) *Chance or Choice? Understanding Why Asylum Seekers Come to the UK*, Londres : Refugee Council, www.refugeecouncil.org.uk/Resources/Refugee%20Council/downloads/rcchance.pdf

- Crawley, H. (2006) 'Refugees, asylum-seekers and the internally displaced: the politics of forced migration', 58-74 in B. Marshall (ed) *The Politics of Migration: A Survey*, Routledge : London, 58-74
- Crawley, H. (2005) 'Introduction: Europe - Fortress or Refugee?', *Forced Migration Review* 23, 23-26, www.fmreview.org/FMRpdfs/FMR23/FMR2306.pdf
- Crawley, H. (2005) 'Europe looks to Africa to solve the asylum 'problem'', *Forced Migration Review* 23, 14-16, www.fmreview.org/FMRpdfs/FMR23/FMR2309.pdf
- Crawley, H. (2005) 'The UK, the EU and forced migration', in S. Castles and N. Van Hear et al. (eds) *Developing DFID's Policy Approach to Refugees and Internally Displaced Persons*, Oxford : University of Oxford, www.rsc.ox.ac.uk/PDFs/Policy%20Approaches%20to%20Refugees%20and%20IDPs%20RSC-DFID%20Vol%20II.pdf
- Garner, S. (2007) 'The European Union and the racialization of immigration, 1985-2006', *Race/Ethnicity: Multidisciplinary Global Contexts* 1(1), 61-87
- Goldschmidt, E. (2006) 'Storming the fences: Morocco and Europe's anti-migration policy', *Middle East Report* 239, www.merip.org/mer/mer239/goldschmidt.html
- de Haas, H. (2008) 'The myth of invasion: the inconvenient realities of African migration to Europe', *Third World Quarterly* 29(7), 1305-1322
- de Haas, H. (2007) 'The myth of invasion: irregular migration from West Africa to the Maghreb and the European Union', *IMI Research Report*, Oxford : University of Oxford, www.imi.ox.ac.uk/pdfs/Irregular%20migration%20from%20West%20Africa%20-%20Hein%20de%20Haas.pdf
- Harindranath, R. (2007) 'Refugee experience, subalternity, and the politics of Representation', ANZCA2007 Conference Proceedings, www.latrobe.edu.au/ANZCA2007/proceedings/Harindranath.pdf
- Hamood, S. (2006) *African Transit Migration Through Libya to Europe: The Human Cost*, American University in Cairo, www.migreurop.org/IMG/pdf/hamood-libya.pdf
- Horsti, K. (2008) 'Hope and despair: representations of Europe and Africa in Finnish news coverage of the migration crisis', *Estudos em Comunicacao* 3, 125-53
- Horsti, K. (2007) 'Asylum seekers in the news: frames of illegality and control', *Obseratorio Journal* 1, 145-161
- Jarosz, L. (1992) 'Constructing the dark continent: metaphor as geographic representation of Africa', *Geografiska Annaler, Series B* 74(2), 105-115
- Jaulin, T. (2010) *The Impact of EU Migration Policy in the Southern and Eastern Mediterranean*, International Institute for Democracy and Electoral Assistance, Stockholm: International IDEA, www.idea.int/resources/analysis/upload/Jaulin_low_2.pdf
- Jonsson, G. (2009) *Comparative Report: African Migration Trends*, International Migration Institute, Oxford: University of Oxford: www.imi.ox.ac.uk/pdfs/comparative-report
- Kohnert, D. (2007) 'African migration to Europe: obscured responsibilities and common misconceptions', *GIG Working Papers* No.49, www.giga-hamburg.de/content/publikationen/pdf/wp49_kohnert.pdf
- Lessault, D. and Beauchemin, C. (2009) 'Migration from sub-Saharan Africa to Europe: still a limited trend', *Population and Societies* 452, www.ined.fr/fichier/t_telechargement/30240/telechargement_fichier_en_publi_pdf2_pesa452.pdf
- Manzo, K (2008) 'Imaging humanitarianism: NGO identity and the iconography of childhood', *Antipode* 40(4), 632-57

- Myers, G. (2001) 'Introductory human geography textbook representations of Africa', *Professional Geographer* 53, 522-32
- Myers, G., Klak, T. and Koehl, T. (1996) 'The inscription of difference: news coverage of the conflicts in Rwanda and Bosnia', *Political Geography* 15(1), 21-46
- Noll, G. (2006) 'The Euro-African migration conference: Africa sells out to Europe', *openDemocracy*, www.opendemocracy.net/people-migrationeurope/migration_conference_3738.jsp
- O'Neill, M. (2009) 'Making connections : ethno-mimesis, migration and diaspora', *Psychoanalysis, Culture and Society* 14 (3), 289-302
- O'Neill, M. and Harindranath, R. (2006) 'Theorising narratives of exile and belonging: the importance of biography and ethno-mimesis in 'understanding' asylum', *Qualitative Sociology Review* 2(1), 39-53
- Paoletti, E. and Pastore, F. (2010) 'Sharing the dirty job on the southern front? Italian-Libyan relations on migration and their impact on the European Union', *IMI Working Paper* 29, University of Oxford
- Pickering, S. (2001) 'Common sense and original deviancy: news discourse and asylum seekers in Australia', *Journal of Refugee Studies* 14(2), 169-187
- Power, M. (2006) 'Anti-racism, deconstruction and 'overdevelopment'', *Progress in Development Studies* 6(1), 24-39
- Riccio, B. (2005) 'Talkin' about migration – some ethnographic notes on the ambivalent representation of migrants in contemporary Senegal', *Stichproben. Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien* 8 (5), 99-118
- Ryan, A. (2008) 'Learning from the *cayuqueros*: what the African 'boat' people are teaching Spain – and Europe – about immigration policy', International Catholic Migration Commission, www.icmc.net/system/files/publication/learning_from_the_cayuqueros_columns_pdf_11053.pdf
- Spaan, E. and van Moppes, D. (2006) 'African exodus? Trends and patterns of international migration in sub-Saharan Africa', *Working Papers Migration and Development Series*, Report No. 4, Radboud University, Netherlands, <http://socgeo.ruhosting.nl/html/files/migration/migration4.pdf>
- Statewatch (2006) 'EU/Africa: carnage continues as EU border moves south', www.statewatch.org/news/2006/sep/Immigration-analysis.pdf
- Thompson, A (ed) (2007) *The Media and the Rwandan Genocide*, Londres : Pluto Press
- Whittaker, M. (1994) 'Your classic bongo story': representations of the Rwandan genocide in the broadsheet press', *Diffusion* 1(2), available online at www.uclan.ac.uk/information/services/ldu/research/Rwandan_genocide_%20in_%20the_%20broadsheet_press.php

Traduction: Monique Rival